

# La dépense publique dans le collimateur

Préambule au CSE Central du 12 décembre

L'allocution présidentielle de lundi soir, en mode pathético-compassionnel, saura-t-elle calmer la colère sociale, cette authentique lutte de classe qui embrase le pays depuis 4 semaines ? Rien n'est moins sûr.

Les réponses d'Emmanuel Macron aux revendications des gilets jaunes ont ceci de marquant qu'elles évitent soigneusement de toucher aux intérêts du patronat et des grosses fortunes du CAC 40. Faire payer les riches ? Pas question.

Bernard Arnault peut dormir tranquille et laisser ruisseler son mépris du haut de son insolente fortune de près de 75 milliards d'euros (plus 71,5% en un an!), lui qui gagne près de 3 millions d'euros de l'heure.

Qu'on ne s'y trompe pas, les mesures annoncées lundi, d'un montant total évalué à 10 milliards d'euros, seront intégralement supportées par la collectivité à travers des redéploiements budgétaires et la poursuite du démantèlement de nos services publics.

C'est une réalité bien connue à FTV, où l'on entame un nouveau cycle de baisse de ressources publiques avec 26 M€ de dotation en moins pour 2019 et **donc** 50 M€ d'économies à faire en plus.

La contraction budgétaire s'accompagne d'un rétrécissement du périmètre de l'audiovisuel public qui a déjà commencé avec la

suppression de France Ô et France 4, et va se poursuivre avec la liquidation de l'antenne régionale de Paris Île-de-France, la mort annoncée du Soir 3, prélude à celle des éditions nationales de France 3...

Et à la clé, une énième baisse d'effectifs de près de 200 ETP, dont 40 rien qu'à la direction générale déléguée des antennes programmes, dont la réorganisation est censée se faire, comme on nous l'a promis juré craché... à iso effectifs...

Alors ? Quoi de neuf à FTV ? L'emploi, encore et toujours. L'ombre portée du plan de départs qui recouvre toutes les préoccupations et mine toutes les énergies. Celles de ceux qui, usés par la déconsidération et la discrimination à l'âge, aimeraient pouvoir partir, celle de ceux qui, abimés par des années de précarité aimeraient pouvoir se stabiliser en CDI, celle de ceux qui, dans de telles conditions appréhendent de rester.

Ce nouveau plan sera-t-il financé par l'actionnaire ? Rien n'est moins sûr. Comment un gouvernement si profondément englué dans son dogme libéral, qui a si clairement la dépense publique dans le collimateur, pourrait-il s'y résoudre ? Et comment la direction qui d'un côté a fait miroiter cette réduction d'effectifs aux yeux de Bercy et promis de l'autre qu'il n'y aurait aucun départ contraint, va-t-elle pouvoir s'en sortir ?

Paris, le 12 décembre 2018